

Traité transatlantique : Juncker et Merkel disent merde à Hollande, les négociations se poursuivront

écrit par Christine Tasin | 8 septembre 2016



Hollande s'arrache le peu de cheveux qui lui restent malgré son coiffeur à 10000 euros mensuels. Les sondages ne sont pas bons pour lui, il cherche comment récupérer des voix à gauche. Il a trouvé. Il va dénoncer le fameux Tafta (voir [notre dossier](#) sur cette haute-trahison).

C'est une excellente idée. Sauf qu'il y a moins de deux mois il avait donné son feu vert à la poursuite des négociations qui nous mettent, carrément, sous la coupe des Américains ou plutôt, ce qui est encore pire, sous celle des entreprises américaines qui pourront nous imposer veau aux hormones, mais aux OGM, légumes et poulets javellisés, hormones et antibiotiques dans notre assiette, Monsanto, le gaz de schiste, l'abandon des interdits du travail de nuit, les 60 heures par semaine, les règlements d'hygiène et de sécurité... Le pied quoi. On ne devra rien conserver qui puisse faire obstacle à la concurrence libre et non faussée.

Autant dire que Hollande fait du Hollande. Il cause, espérant

que les Français retiendront son timide « *j'aimerais bien qu'on suspende les négociations jusqu'aux élections* », oubliant que cela signifie » ***on reprendra ensuite, ne vous inquiétez pas*** ».

Rappel des faits :

Fin août

Le secrétaire d'Etat français au commerce extérieur, Matthias Fekl, a annoncé que la France demandait l'arrêt de ces négociations.

Dimanche c'est le vice-chancelier allemand qui avait jugé que ces négociations avaient échoué.

Interrogé ce mardi matin sur RMC, le secrétaire d'Etat français au Commerce extérieur, Matthias Fekl, a annoncé que la France demandait l'arrêt des négociations sur le traité de libre-échange transatlantique (TTIP ou Tafta en anglais).

Une demande qui intervient au lendemain d'une journée riche en rebondissements au cours de laquelle [Bruxelles avait été obligé de monter au créneau](#) pour tenter de sauver un traité qui, selon le vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel, était un échec.

Des négociations déséquilibrées

« *Il n'y a plus de soutien politique de la France à ces négociations* » et « *ce que demande la France c'est l'arrêt pur et simple des négociations* », a encore déclaré le secrétaire d'Etat français sur RMC.

Et de justifier cette demande par le fait que les négociations, qui sont menées, côté européen, par la Commission européenne au nom des 27 Etats membres, souffraient d'un déséquilibre en faveur des positions américaines. « *Les Américains ne donnent rien ou alors des miettes (...), ce n'est pas comme ça qu'entre alliés on doit négocier* », a-t-il indiqué, ajoutant que « *les relations ne sont pas à la hauteur entre l'Europe et les USA, il faut reprendre plus tard sur de bonnes bases* ».

Une position qui sera exprimée en septembre

Des propos qui, après ceux du vice-chancelier allemand, risquent de contrarier Bruxelles et la Commission européenne et surtout de rendre très hypothétique la 15ème réunion prévue début octobre entre les Européens et les Américains. La France exprimera en effet sa position en septembre prochain, lors d'une réunion des ministres chargés du commerce extérieur à Bratislava, a encore précisé le ministre français.

<http://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/0211239690343-traite-de-libre-echange-la-france-va-demander-larret-des-negociations-2023582.php>

Début septembre

Hollande réplique à Juncker sur le traité transatlantique

François Hollande et Jean-Claude Juncker lors d'un sommet européen à Bruxelles en juin 2016. – SIPA

Interrogé sur la volonté du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker de poursuivre les négociations sur le traité transatlantique, François Hollande a redit son désaccord, rappelant que « la position de la France est claire ».

François Hollande persiste et signe : la France ne veut pas du Tafta. Depuis Hangzhou (Chine) où le G20 prend fin ce lundi, le président de la République a vivement répliqué au président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker qui avait fait part de son intention de [poursuivre les négociations avec Washington](#) sur le traité transatlantique de libre-échange (TTIP ou Tafta), lui rappelant que « la position de la France est claire ».

« Jean-Claude Juncker peut poursuivre, mais la position de la France est claire », a balayé d'une phrase le chef de l'Etat français, lors d'une conférence de presse. Le 30 août, le secrétaire d'Etat français au Commerce extérieur Mathias Fekl avait déclaré que [la France souhaitait l'arrêt des négociations](#) sur ce traité visant à supprimer les barrières commerciales et réglementaires entre les Etats-Unis et l'Union européenne. La France reproche à la Commission européenne de faire trop de concessions aux intérêts américains, si bien que le Premier ministre Manuel Valls, qui avait réclamé « un coup d'arrêt clair » dans les négociations, a qualifié ce projet d'accord d'« inacceptable ».

L'exécutif allemand divisé

Dimanche dernier, c'était le ministre de l'Economie et vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel, qui avait [affirmé que les prétentions américaines n'étaient pas acceptables](#) : « les négociations avec les Etats-Unis ont de facto échoué parce que nous, les Européens, nous ne voulions pas nous soumettre aux exigences américaines », avait-il déclaré, prenant à contre-pied Angela Merkel. La chancelière allemande, dont Sigmar Gabriel se pose en principal opposant politique pour les prochaines élections allemandes, a indiqué qu'elle restait favorable à un accord avec les Etats-Unis.

Malgré cette contestation croissante, Jean-Claude Juncker a fait part dimanche de son intention de poursuivre les discussions, indiquant que Bruxelles « continuera de négocier » avec les Etats-Unis. Le président de la Commission estime que son mandat restait pleinement valable en dépit de l'opposition de la France et d'une partie du gouvernement allemand. « Lors du dernier Conseil européen en juin, j'ai demandé à l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement (des pays membres) s'ils voulaient que l'on poursuive les négociations. La réponse fut un oui » unanime, avait-il rappelé.

<http://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/0211257611799-hollande-replique-a-juncker-sur-le-traite-transatlantique-2024973.php?q4kDWrafHk6qyeHz.99>

Résultat des courses. C'est le bordel. Mais... Juncker a toujours raison. N'oublions pas qu'il a juste annulé la séance qui devait interdire à Monsanto de nous polluer avec son round up... Alors l'agent des USA et de la mondialisation qu'il est ne risque pas de se laisser arrêter par le falot Hollande...

<http://resistancerepublicaine.com/2016/06/09/les-etats-disent-non-au-roundup-cuisante-defaite-pour-monsanto-et-bruxelles-qui-veut-passer-outre/>

<http://resistancerepublicaine.com/2016/06/28/monsanto-la-commission-europeenne-napplique-pas-linterdiction-du-glyphosate-sous-pretexte-de-brexit/>

Traité transatlantique : la poursuite des négociations fait débat

La poursuite des négociations sur le traité transatlantique semble compromise, alors que la contestation contre le projet gagne le cœur même des gouvernements européens, sur fond de polémique avec la Commission européenne.

François Hollande a vivement répliqué lundi 5 septembre au président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker qui avait fait part de son intention de poursuivre les négociations avec Washington sur le traité transatlantique de libre-échange (TTIP ou Tafta). « **Jean-Claude Juncker peut poursuivre, mais la position de la France est claire** », a balayé d'une phrase le chef de l'Etat français, opposé en l'état à la poursuite de ces négociations. François Hollande répondait à des journalistes à l'issue de sa conférence de presse de clôture du G20 de Hangzhou (Chine).

Dimanche, Jean-Claude Juncker, qui représentait l'Union européenne au G20, avait indiqué que Bruxelles « continuera de négocier » avec les Etats-Unis. Le président de la Commission estime que son mandat reste pleinement valable en dépit de l'opposition de la France et d'une partie du gouvernement allemand. « **Lors du dernier Conseil européen en juin, j'ai demandé à l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement (des pays membres) s'ils voulaient que l'on poursuive les négociations. La réponse fut un oui unanime** », s'est agacé M. Juncker.

François Hollande avait cependant prévenu quelques jours plus tôt que la France n'entendait pas « cultiver l'illusion » d'un accord « avant la fin de l'année » et la fin du mandat de Barack Obama à la Maison Blanche, jugeant le projet d'accord déséquilibré. Le Premier ministre français Manuel Valls avait réclamé quant à lui « un coup d'arrêt clair » dans les négociations, estimant ce projet d'accord « inacceptable », renchérissant sur ses déclarations du début de l'été (voir notre article du 28 juin).

Une contestation qui s'intensifie

Depuis la fin du mois dernier, la contestation semble s'intensifier parmi les gouvernements européens, en butte à une vive hostilité de l'opinion publique et en pleine montée des tentations protectionnistes à travers le globe. En France, le secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, Matthias Fekl, a ainsi indiqué le 30 août que la France demanderait en septembre à la Commission, à l'occasion d'une réunion des ministres européens du Commerce, d'arrêter les négociations sur ce projet. Deux jours avant, le ministre social-démocrate allemand de l'Economie, Sigmar Gabriel, avait pour sa part estimé que les discussions avaient de facto échoué car les Européens ne devaient pas céder aux exigences des Etats-Unis. **La chancelière**

conservatrice Angela Merkel continue néanmoins de défendre le projet.

Négocié depuis mi-2013 par le gouvernement américain et la Commission européenne, l'accord TTIP vise à supprimer les barrières commerciales et réglementaires de part et d'autre de l'Atlantique pour créer une vaste zone de libre-échange censée doper l'activité économique. Ses détracteurs craignent, outre une **remise en cause des normes sociales, sanitaires et environnementales européennes, la création d'un mécanisme d'arbitrage parallèle pour les investisseurs étrangers qui viendrait affaiblir le pouvoir des autorités publiques face aux grandes entreprises.**

<http://www.localtis.info/cs/ContentServer?pagename=Localtis/LOCActu/ArticleActualite&jid=1250271276205&cid=1250271273256>

Avec AFP

A lire en complément :

<https://leblogdepaysansavoyard.wordpress.com>